

Le Métallo

Journal de la CGT du Site de Sochaux novembre 2014

Elections des 15 et 16 décembre

Des ingénieurs et cadres s'engagent

Pour la première fois, la CGT de Sochaux présente une liste de candidats au 3^{ème} collège. Des ingénieurs et cadres qui ne cautionnent pas les orientations strictement financières de la direction générale et défendent une conception de l'entreprise prenant mieux en compte la dimension sociale et humaine.

Une première depuis 40 ans

Chacun a l'habitude que la CGT présente des candidats ouvriers (1^{er} collège). C'est bien sûr toujours le cas dans la plupart des secteurs et toutes les professions (OPUEP, OP, CI, moniteurs ...)

Depuis quelques années, la CGT présente aussi des candidats techniciens et agents de maîtrise. Marc Spirkel (RU puis technicien méthodes), Bruno Lemerle (préventeur), Patrick Poirot (Belchamp) et d'autres, élus au 2^{ème} collège, exercent des responsabilités importantes dans notre syndicat.

Aujourd'hui, et pour la première fois depuis 40 ans, des ingénieurs et cadres s'engagent aussi. Ils se présenteront à vous dans les prochaines semaines.

Une démarche d'unité

Par cet engagement, ces ingénieurs et cadres refusent une notion étroite où chaque catégorie professionnelle devrait défendre ses intérêts propres au détriment des autres salariés.

Ils font le choix de l'unité de tout le personnel pour peser ensemble sur les choix de la direction PSA qui nous impactent tous

- Choix financiers à court terme
- Choix de délocalisation
- Choix de compétitivité par le recul social.

Un regard critique et lucide

La direction PSA voudrait que l'on soit « compétitif » avec toujours moins de salariés, plus mal payés, avec des charges de travail de plus en plus lourdes, souvent précaires (intérim, BEX) et si possible délocalisés.

Nous constatons chaque jour autour de nous les conséquences négatives d'une telle orientation : fatigue physique et psychologique, maladies professionnelles, ambiance délétère, risques psychosociaux, salariés qui fuient l'entreprise...

Au nom de la productivité, la direction PSA mène une politique contre-productive !

Comment gère-t-on les ressources humaines sur ce nouveau modèle ?

Tu sélectionnes le dossier « personnel » et tu le fais glisser vers la corbeille.



Une volonté de progrès social

Pour les candidats CGT, l'efficacité du travail passe par des emplois stables, des salariés formés, des équipes soudées, des conditions de travail qui permettent de faire son travail comme il faut, avec une paie motivante et des perspectives d'évolution.

La direction PSA applique une notion de compétitivité basée sur le recul social. La CGT pense au contraire que le bien-être au travail est la condition de la réussite individuelle et collective.

Retrouvez les ingés et cadres CGT sur www.ugict.cgt.fr

Où est passé l'argent de PSA ?

Pour justifier le Nouveau Contrat antiSocial, la direction et les signataires nous expliquent qu'il n'y a pas d'autres solutions vu la situation financière de PSA. La CGT vous aide à y voir clair.

Très chers actionnaires

Entre 1999 et 2011, grâce à notre travail, le groupe PSA a fait un bénéfice net de 10 milliards €

- Au lieu d'en verser une partie aux salariés comme le font les constructeurs allemands haut de gamme.
- Au lieu d'en profiter pour investir dans les nouvelles technologies et le développement international,
- La direction a préféré gaspiller 6 milliards € en dividendes et rachat d'actions au seul bénéfice de la famille Peugeot.

Six milliards d'euros !!! Une gabegie inouïe que seule la CGT a dénoncée.

A l'époque les autres syndicats sont restés muets, et la direction fustigeait la CGT qui osait s'attaquer aux décisions de la famille Peugeot.

Mais, en septembre 2012, le rapport Sartorius, commandé par le gouvernement reconnaît le bien-fondé de la position CGT sur cette question et M. Martin, directeur industriel, en conviendra : « Si c'était à refaire, on ne le referait pas ».

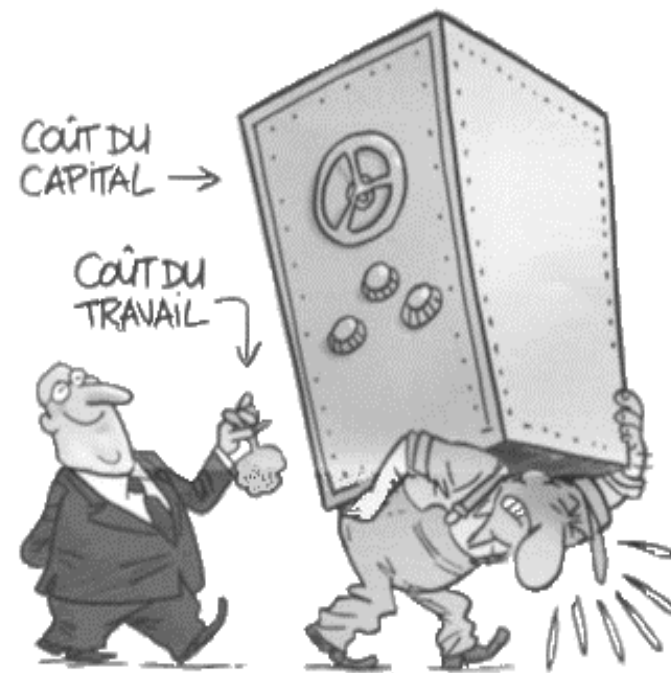
M. Varin avec les yeux plus grands que le ventre

En 2010/2011, la direction PSA s'est rendue compte qu'avec cette politique, elle avait pris beaucoup de retard sur ses concurrents dans l'investissement et le développement international.

M. Varin a voulu rattrapé ce retard mais il a eu les yeux plus grands que le ventre. Il a fait construire 2 usines en Chine, 1 en Russie, et doubler la capacité de production de l'usine brésilienne.

Un plan qu'il ne pouvait pas financer car les ventes en Europe étaient plombées par les politiques d'austérité qui pèsent sur le pouvoir d'achat des familles.

D'autant plus que les aventures de M. Varin en Russie et en Amérique latine, mal préparées, se sont avérées être des gouffres financiers.



La famille Peugeot en cause

La famille Peugeot a refusé de remettre dans la caisse l'argent qu'elle avait pris, préférant le placer dans les sociétés d'autoroute (SANEF), de nettoyage (ONET), de sondage (IPSOS), de maisons de retraite (ORPEA), des châteaux de Bordeaux (GUIRAUD), des sociétés suisses (DKSH)

Il est à noter que si le groupe PSA a connu des turbulences financières, la famille Peugeot, elle, est toujours restée classée parmi les plus grandes fortunes placées en Suisse.

Agences de notation prédatrices

Conséquence du refus de la famille Peugeot d'assumer ses responsabilités, le développement international choisi par M. Varin a été en partie financé par l'emprunt.

Constatant l'incurie des actionnaires et la démesure de la politique de M. Varin, les agences de notation (Moody's, Standard & poor's) ont dégradé la note de PSA, ce qui a permis aux banques d'exiger des taux d'intérêts faramineux (plus de 500 millions d'intérêts payés en 2013).

La direction charge la barque

La direction PSA prétend que le groupe PSA a perdu 5 milliards € en 2 ans. C'est un mensonge.

Il ne s'agit pas de pertes réelles mais de « dépréciations d'actifs ». La direction a « passé en perte » tous ses investissements en Russie et en Amérique Latine (Brésil). Cela a plombé les comptes 2012 et 2013.

Par contre, cela signifie qu'il n'y aura plus à passer ces sommes en « amortissements » dans les prochaines années.

Qui doit payer la note ?

Bien entendu, la CGT considère que ce n'est pas aux salariés de payer la note des erreurs et de l'appétit de ces actionnaires, que nous avons été les seuls à dénoncer.

D'autres syndicats prétendent que : « La CGT nie les réalités économiques »

Faux

La CGT est le seul syndicat à avoir fait des propositions pour sortir des problèmes créés par les actionnaires et la politique de M. Varin.

Le plan B de la CGT

Dès décembre 2012, la CGT a présenté son « plan B » qui demandait entre autres une augmentation de capital de 1,5 milliard, à la charge des sociétés financières de la famille Peugeot pour rétablir la situation de PSA.

(voir notre Métallo spécial « Plan B » de décembre 2012 sur notre site internet <http://cgtpsasochoaux.free.fr>)

Cette demande d'augmentation de capital n'a pas été soutenue par les autres syndicats et la famille Peugeot a refusé de la faire (Onc'Robert préférerait cacher ses lingots dans sa salle de bain !).

Un temps précieux a ainsi été perdu qui a coûté cher en intérêts financiers !

Et les salariés ont payé la note avec le NCS.



Nouvelle donne

L'augmentation nécessaire du capital est finalement intervenue en 2014 avec Dong Feng et l'Etat. Elle permet de combler le trou laissé par Varin et la famille Peugeot. Elle permet de réduire les intérêts versés aux banques.

Au 1^{er} semestre 2014, PSA a eu un résultat positif de 477 millions €.

Quel avenir ?

Pour la CGT, l'augmentation de capital et les richesses créées par les salariés doivent être orientées vers 4 priorités :

- 1) Débloquer les salaires et sortir du Nouveau Contrat antiSocial : ce n'est pas aux salariés de payer indéfiniment les erreurs des dirigeants et l'appétit des actionnaires.
- 2) Alléger les charges de poste pour préserver la santé des salariés et garantir la qualité du travail.
- 3) Désendetter l'entreprise pour mettre fin aux frais financiers faramineux versés aux banques et aux spéculateurs.
- 4) Développer les emplois d'avenir en reprenant les projets qui ont été différés ou abandonnés (boîtes de vitesses DCT, hybrides rechargeables ...)

La CGT combattive, constructive, solidaire, toujours à vos côtés !

En bref

Le point sensible

De nombreux salariés ont reçu un charmant courrier leur indiquant qu'ils étaient en « métier sensible » et que c'était pour eux une « opportunité » (!) pour une mobilité interne ... ou externe !

Ah ! Qu'en termes galants, ces choses-là sont dites ! En clair : « allez-vous faire voir ailleurs » ! Bonjour l'ambiance !

La CGT rappelle que l'obligation de fournir un travail à chacun est de la responsabilité de l'employeur (tant que le MEDEF et le gouvernement n'ont pas détruit le code du travail), et qu'il n'appartient pas au salarié de « se démerder pour se reclasser ».

Système 2 : Paie amputée

Sur la paie d'octobre, des salariés de la tournée A font les frais du système d'Activité Partielle (AP)

Avant, nous avions l'APLD, que la CGT avait obtenu et signé, qui garantissait 90 % du salaire net.

C'est l'ANI (Accord National Interprofessionnel) du 13 janvier 2013 signé par CFDT, CFTC et CFE/CGC qui a instauré une indemnisation au rabais AP.

La direction PSA a sauté sur l'occasion et a introduit cette disposition dans le Nouveau Contrat antiSocial.

Deux accords dont les salariés paient le prix !

Système 2 : Retour à 2 équipes

Le système 2 (3008) est passé à 1 équipe ½ le 5 novembre, avec le renvoi de 300 intérimaires et des centaines de salariés incités à changer de tournée.

On repassera à 2 équipes complètes le 19 janvier ! Tant mieux pour ceux auxquels cela redonnera un emploi. Mais quand même ! Ces décisions contradictoires à 2 mois d'intervalle montrent le peu de considération de la Direction pour la vie des salariés.



Accélération du Système 1

A partir du 19 janvier, la production 308 passera de 52 à 55 voitures/heure (de 26 à 27,5 la nuit).

La CGT demande que cette augmentation ne se fasse pas par l'alourdissement des charges de travail mais par des créations de postes et d'emplois. A suivre...

Travaux au domicile de fonction de Thierry Lepaon

La CGT, ce n'est pas ça !

A Sochaux, des centaines de syndiqués CGT, qui pour certains gagnent à peine 1200 €, consacrent 10 €, 12 € ou plus, chaque par mois à leurs cotisations syndicales pour être organisés, défendus, solidaires.

Des dizaines de militants agissent bénévolement au service de leurs collègues de travail, et souvent aux prises avec la discrimination antisyndicale, sans en attendre ou en retirer le moindre avantage matériel.

Lorsqu'ils se déplacent pour remplir leur mission beaucoup prennent sur leurs propres deniers sans demander le remboursement de leurs frais d'essence ou d'autoroute.

Car nous considérons que les cotisations des syndiqués sont précieuses et doivent être utilisées au mieux pour l'information et la défense des salariés.

Nous tous, qui assurons le financement de l'activité de la CGT, sommes plutôt fiers que nos dirigeants nationaux, y contribuent avec une paie CGT plafonnée à 2300 € alors que leurs fonctions peuvent s'assimiler à celles de cadres supérieurs.

Aussi, nous sommes choqués de la somme de 130 000 € annoncée par la presse, concernant les travaux au domicile de Thierry Lepaon. S'il est normal que le logement parisien d'un secrétaire général venu de province soit assuré par l'organisation, les dépenses engagées sont manifestement disproportionnées.

La CGT que nous faisons vivre chaque jour dans les ateliers et services ne ressemble pas à ça.

Nous sommes en colère : la direction nationale, en prenant cette décision sans en référer à personne, a abîmé l'image de la CGT, tendant aux partisans du recul social le bâton pour nous battre. Cette affaire ne manquera pas d'être utilisée sans vergogne par ceux qui voudraient discréditer toute la CGT et affaiblir le combat des salariés pour leurs droits et salaires.

Pour notre part, nous continuerons d'agir pour que la CGT reste le bel outil de défense que nous ont légué nos anciens, et qui est aujourd'hui indispensable face à l'appétit du MEDEF et aux mesures antisociales du gouvernement.